PROCEDURE PRUD'HOMALE

*Documentation préparée
par Monsieur TRUCHE*

PARTIE 5 :

**CHRONIQUE SUR
LES CONSEILLERS RAPPORTEURS
ET EXEMPLE DE RAPPORT**

De GRENOBLE

R.G. N° 872/91

SECTION Commerce

~~CHAMBRE~~

AFFAIRE
LAFFITE

CONTRE

Sté MOCEL S.A.

R A P P O R T

des conseillers rapporteurs

Madame GIROUD, conseiller employeur
et
Monsieur BUCY, conseiller salarié

désignés en qualité de conseillers rapporteurs
par décision du bureau de conciliation de la
section commerce en date du 4 octobre 1991,
dans l'affaire :

Paul LAFFITE
contre
la Société MOCEL S.A. (Transport)

Rappel de la mission

Mettre l'affaire en état d'être jugée et notamment :

- entendre les parties et tous sachants et d'une façon générale rassembler tous éléments afin de permettre au Conseil de prud'hommes de juger si l'absence reprochée à Monsieur LAFFITE a été autorisée ou non ;
- inviter les parties à se communiquer leurs pièces et éventuelles conclusions écrites dans un délai fixé et veiller au respect de ce délai ;
- convenir avec elles, si possible, d'une date de débats devant le bureau de jugement ;
- déposer rapport écrit dans le délai de deux mois à compter du jour de notification de leur mission.
- et si les parties se concilient, dresser procès-verbal signé des parties et des conseillers rapporteurs et le déposer aux secrétariat-greffe,

le tout conformément aux prescriptions des articles R.516-23 et R.516-24 du Code du travail.

Exécution de la mission

Les conseillers rapporteurs ont reçu notification de leur mission le 10 octobre 1991.

Le 22 octobre 1991, ils ont procédé, avec l'assistance de Madame VOST greffier, en la salle des délibérations du Conseil, à l'audition des parties convoquées par les soins du secrétariat-greffe.

Monsieur MOCEL, gérant de la Société MOCEL S.A. s'est présenté assisté de Me FOL, avocat.

Monsieur LAFFITE s'est présenté en personne, sans assistance.

Monsieur LAFFITE a expliqué que le jeudi matin, alors qu'il devait aller prendre un chargement de bois façonné à la scierie Champion à Bourgoin pour le livrer à Voiron, M. MOCEL l'avait fait appeler et lui avait dit que la scierie était fermée à cause de travaux et lui a donné l'ordre de conduire son camion au garage Barrault pour entretien et diverses réparations ; qu'au garage, M. Barrault, après examen de la liste des travaux, lui avait dit que le travail ne pourrait être terminé que le lundi dans la matinée ; que depuis le bureau de M. Barrault et en présence de celui-ci, il avait alors téléphoné à M. MOCEL pour l'informer de la situation ; que celui-ci, en conclusion, lui avait déclaré "Bon, ça va, tu peux disposer. A lundi !"

Monsieur MOCEL a déclaré que les faits s'étaient bien déroulés ainsi mais qu'il n'avait pas du tout dit à M. LAFFITE qu'il pouvait disposer ; que bien au contraire, une heure après, il l'avait fait appeler par la secrétaire afin qu'il prenne un autre camion dont le chauffeur habituel venait de se faire écraser la main dans un accident de chargement ; qu'on l'avait vainement cherché et téléphoné chez lui à plusieurs reprises mais sans réponses.

Monsieur LAFFITE a expliqué que personne^{ne} pouvait répondre car dès autorisation de s'absenter, il était parti rejoindre sa famille en vacances à Briançon ; que c'est d'ailleurs pour celà qu'il avait demandé s'il pouvait disposer jusqu'à lundi.

Les parties ont été invitées à revenir le 27 octobre pour la suite de l'information. M. MOCEL et M. LAFFITE se sont présentés en personne, sans assistance.

Toujours assistés de Mme VOST, greffier, et en présence des parties, nous nous sommes transportés au garage Barrault, 12 route de la Verrerie à Saint-Marcel. Là M. Barrault nous a déclaré qu'il avait bien dit à M. LAFFITE que les travaux ne pouvaient être achevés que le lundi matin ; que celui-ci avait téléphoné, en sa présence, à son patron ; qu'il n'avait pas prêté une attention particulière à la conversation ni bien sûr entendu ce que M. MOCEL disait ; qu'il lui était donc impossible de dire si M. LAFFITE avait été ou non autorisé à s'absenter.

Puis, sans objection de M. MOCEL, nous nous sommes transportés à son bureau où nous avons entendu la secrétaire, Mme VALDONI, qui nous a déclaré avoir bien été présente lors de l'entretien téléphonique quand M. MOCEL a été appelé par M. LAFFITE le jeudi matin ; qu'à ce moment là elle tapait du courrier mais qu'à aucun moment elle n'avait entendu M. MOCEL dire "Tu peux disposer" ni d'autres paroles susceptibles d'accorder une autorisation d'absence ;

qu'environ une demi-heure plus tard M. MOCEL lui avait demandé de voir si M. LAFFITE était de retour et de l'appeler en vue du remplacement de M. MAROT un chauffeur qui venait de se blesser sérieusement à la main lors d'un chargement ; que M. LAFFITE, absent, avait été vainement appelé à son domicile à plusieurs reprises.

Interrogés sur la qualité de leurs rapports professionnels dans le passé les parties nous ont déclaré :

M. MOCEL : que M. LAFFITE était un bon conducteur routier, sûr et soigneux du matériel mais que c'était une "grande gueule" qui n'en faisait qu'à sa tête et qu'entre eux il y avait souvent eu des "prises de bec" ; que cependant il n'avait jamais pris de sanction disciplinaire contre lui.

M. LAFFITE, a reconnu qu'il y avait bien eu entre eux quelques "orages", mais comme il peut y en avoir entre "copains" car ils se connaissaient depuis l'enfance et se tutoyaient.

Les deux parties reconnaissent que le décompte des heures supplémentaires aboutit bien à un calcul de sept heures de repos compensateur non pris.

A ce stade de notre mission nous avons demandé aux parties si elles ne jugeaient pas préférable de "passer l'éponge" et que M. LAFFITE reprenne son emploi.

M. MOCEL a donné son accord.

M. LAFFITE a déclaré qu'après ce qui s'était passé, alors qu'il comptait 13 années d'ancienneté, cela lui apparaissait impossible ; que d'ailleurs il avait retrouvé un autre emploi, depuis le 15 septembre 1991.

Sur notre invitation, les parties nous ont remis copies des pièces ci-après :

M. LAFFITE

- certificat de travail
- dernier bulletin de paye soldant le compte
- les trois bulletins de paye précédents
- la lettre de convocation à l'entretien préalable
- la lettre de notification du licenciement.

M. MOCEL

- certificat d'arrêt de travail de M. MAROT par suite d'accident du travail

Réciproquement communiquées en notre présence, ces pièces n'ont donné lieu à aucune contestation.

Les parties ont été invitées à verser au secrétariat-greffe avant le 15 novembre 1991, toutes autres pièces qu'elles jugeraient opportun de produire, chacune ayant faculté d'en prendre communication.

Elles ont été avisées que notre rapport serait versé au secrétariat-greffe au plus tard le 20 novembre 1991 et qu'elles pourraient en prendre communication et que si elles entendaient prendre à la suite de celui-ci, des conclusions écrites, elles devraient se les communiquer, M. LAFFITE à la Société MOCEL S.A. au plus tard le 15 décembre 1991 et la Société MOCEL à M. LAFFITE, au plus tard le 5 janvier 1992.

Et après contact pris avec leurs conseils, les parties nous ont déclarés être d'accord pour que l'affaire soit retenue à l'audience de débats du bureau de jugement du 14 janvier 1992.

Elles ont émargé au dossier pour convocation à cette date et reçu au secrétariat-greffe les pièces afférentes à ces convocations.

Outre les pièces déjà mentionnées, la Société MOCEL a versé copie d'une circulaire ministérielle n° 91/16 du 5 septembre 1991.

Et le présent procès-verbal a été déposé au secrétariat-greffe le 16 novembre 1991, les parties n'ayant versé aucune autre pièce que celles qui nous ont été remises et qui sont annexées au présent.

La greffière

Les Conseillers rapporteurs

VOST

GIROUD

BUCY